

Énorme potentiel pour l'énergie de remplacement Le marché des « énergies nouvelles » au Japon

Les politiques du Japon concernant les énergies nouvelles témoignent de son engagement vigoureux envers le Protocole de Kyoto. Le pays se propose d'accroître la proportion de l'énergie produite à partir de technologies énergétiques émergentes et de sources renouvelables de 0,5 % à 3,0 % d'ici 2010. Figurent parmi les nouvelles politiques du Japon des subventions de démarrage pour de nouveaux arrivants sur le nouveau marché de l'énergie et des règlements plus stricts pour les services publics d'électricité qui doivent s'assurer de faire dériver une plus grande part de leur production d'énergie de « sources d'énergies nouvelles ». On entend par « énergies nouvelles » des technologies énergétiques émergentes et des énergies renouvelables, c'est-à-dire essentiellement des énergies plus propres comme remplacement des combustibles fossiles.

Aperçu du marché

Le développement et la commercialisation de nouvelles technologies énergétiques au Japon sont financés en grande partie par les fabricants automobiles et les entreprises productrices d'énergie, qui font de gros investissements dans des projets de carburant de remplacement, de gaz naturel ou d'hybrides depuis de nombreuses années. Le Japon prévoit donc avoir 50 000 voitures à piles à combustible et jusqu'à 10 millions de véhicules peu polluants en circulation d'ici 2010, tous alimentés par des piles à combustible qui pourront générer 2 200 MW. Des entreprises géantes comme Toshiba et Matsushita ont également investi de gros efforts et fonds de R-D.

Le gouvernement japonais accélère le passage de la « vieille » à la « nouvelle » énergie par le financement direct et le soutien d'organisations privées et publiques qui font la promotion de l'énergie propre. Figurent parmi elles l'Organization for the Promotion of Low Emission Vehicles (LEVO) [www.levo.or.jp], the New Energy and Industrial Technology Development Organization (NEDO) [www.nedo.go.jp/

english], la Japan Gas Association, la Japan Electric Vehicle Association et le Fuel Cell Commercialization Committee of Japan (Comité de commercialisation des piles à combustible du Japon).

Les capacités canadiennes

Vu que 17 % des approvisionnements du Canada en énergie primaire proviennent de ressources renouvelables, nous sommes bien placés pour tirer parti des débouchés d'énergies nouvelles au Japon.

Parmi nos compétences, mentionnons la production non polluante d'hydrogène, des solutions novatrices en entreposage et infrastructure de recharge dans le domaine de l'énergie, des trousseaux de conversion économiquement efficaces pour les véhicules au diesel, la technologie des piles à combustible automobiles, les murs accumulateurs de chaleur pour le pré-chauffage industriel, l'isolation des foyers, l'énergie éolienne et photovoltaïque et la technologie des biocarburants.

La nouvelle génération d'entreprises énergétiques novatrices au Canada comprend l'élaborateur de piles à combustible **Ballard Power Systems** (www.ballard.com), les spécialistes en carburant de rechange **Methanex** (www.methanex.com) et **Stuart Energy** (www.stuartenergy.com) et le fabricant de systèmes avancés et légers d'entreposage des carburants **Dynetek Industries Ltd.** (www.dynetek.com).

Débouchés

Ces changements au Japon suscitent des demandes d'équipement et de services en énergies nouvelles dans les domaines suivants :

- l'hydrogène, le méthane et le gaz naturel liquéfié (GNL);
- la reformulation/l'électrolyse;
- l'entreposage et l'avitaillement en carburant;
- les composants de piles à combustible et l'appareillage d'essai connexe;
- les appareils de conversion des combustibles (c'est-à-dire du diesel au gaz naturel);

- la cogénération stationnaire et les applications d'énergie d'appoint;
- les produits portables comme remplacement des batteries au lithium;
- les services d'experts-conseils.

Abstraction faite des prouesses techniques, les entreprises canadiennes doivent former des partenariats avec les entreprises japonaises pour réussir, et elles doivent soutenir une stratégie de commercialisation ciblée et à long terme.

Étapes vers le succès

L'ambassade du Canada participe à beaucoup d'activités pour aider les entreprises canadiennes de nouvelles énergies à entrer sur le marché japonais.

Diffusion d'informations et de renseignements sur les marchés

— Industrie Canada, Ressources naturelles Canada, le MAECI et l'ambassade du Canada ont formé une nouvelle équipe d'énergies nouvelles ciblée sur les applications automobiles et stationnaires des énergies de remplacement.

Colloques et manifestations parrainés par l'industrie

Le rôle directeur du Canada dans les énergies nouvelles sera exposé lors du **Salon de l'automobile de Tokyo** en novembre 2002. Un symposium sur les piles à combustible se tiendra à Tokyo en même temps, et un stand du Canada sera organisé à la foire commerciale **CEPSI** (www.cepsi2002.com).

• **Activités de sensibilisation** — Les entreprises concernées, les associations professionnelles et les organismes gouvernementaux au Japon ont été contactés. **Pour renseignements**, joindre :

- M. David Steuerman, deuxième secrétaire (piles à combustible), ambassade du Canada à Tokyo, tél. : (011-81-3) 5412-6229, téléc. : (011-81-3) 5412-6250, courriel : david.steuerman@dfait-maeci.gc.ca
- M. Jean-Pierre Petit, délégué commercial, MAECI, tél. : (613) 996-2467, téléc. : (613) 944-2397, courriel : jeanpierre.petit@dfait-maeci.gc.ca

(On trouvera la version intégrale de cet article à www.infoexport.gc.ca/canadexport puis cliquer sur la rubrique « Cap sur le Japon ».)



Faites vos Jeux!

Beijing se prépare aux Olympiques (2^e partie)

Cet article constitue la deuxième et dernière partie d'un rapport sur des contrats d'une valeur totale de 14 milliards de dollars américains à adjudger par Beijing qui se prépare aux Jeux Olympiques d'été de 2008.

Le Plan d'action des Jeux olympiques, qui vient d'être rendu public, établit les lignes directrices de la planification, de la définition des tâches et de la coordination et de la réalisation des prochains travaux de développement de Beijing. Le premier des documents concernant les soumissions du site et de l'infrastructure a été publié en avril 2002, et la plupart des contrats seront adjugés vers le milieu de 2003.

Les entreprises canadiennes peuvent participer à toutes ces activités en formant des coentreprises, en concluant des accords de coopération technologique ou des contrats de construction-exploitation-transfert. La Chine s'engage à suivre un processus d'adjudication transparent qui met les entreprises étrangères et nationales sur le même pied.

Construction massive

La construction des sites sportifs coûtera plus de 1,6 milliard de dollars américains. Des 37 sites de compétition projetés, 10 ne nécessiteront aucune construction, 5 seront rénovés (dont le stade olympique central, un terrain de balle malle et un hippodrome), et 22 nouveaux bâtiments seront érigés.

La Commission municipale d'urbanisme de Beijing a lancé un appel d'offres pour la planification et la conception du Parc olympique et du Centre culturel et sportif Wukesong, deux aires de grande envergure qui accueilleront la plupart des compétitions sportives. Le Parc olympique polyvalent logera le Stade national et le Centre aquatique national ainsi que des aménagements à vocation récréative et touristique. Le centre Wukesong abritera le stade intérieur Wukesong ainsi que divers bâtiments culturels, sportifs et commerciaux pour le public.

Outre les sites sportifs, les autorités chinoises projettent les constructions suivantes :

- Village olympique (parc et zone résidentielle écologiques de 80 hectares dotés d'appartements, de cliniques, de terrains d'entraînement, de cantines et de centres de divertissement);
- Centre des expositions internationales de Beijing (centres des médias et sites des activités intérieures);
- Beijing World Trade Centre;
- Zone de technologie de Zhongguancun;
- District central des affaires de Beijing;
- Autres projets clés dans les sciences, l'éducation, la culture et la santé.



Maquette du stade intérieur Wukesong pour basket-ball (capacité : 20 000 spectateurs) pour les Jeux olympiques 2008 de Beijing.

Beijing « troisième génération »

La croissance de l'industrie chinoise des télécommunications, déjà très performante, devrait monter en flèche de 20 % par an au cours des cinq prochaines années. Pour se conformer aux normes internationales, Beijing intégrera des capacités de large bande troisième génération à tous ses sites olympiques en combinant les technologies de la fibre optique et du sans fil.

Les services de télécommunications à large bande pourront traiter 500 000 appels en toute sécurité et permettront la diffusion des reportages sur les Jeux dans le monde entier. Les services de cybercommerce seront largement accessibles, et des cartes à puces seront employées pour l'achat des billets et dans les insignes d'identité. Des appareils de positionnement mondial reliés à des systèmes de télécommunications par satellite seront utilisés sur tout le réseau des transports olympique et public.

Jeux pour touristes

Comme Beijing accuse du retard dans son secteur touristique et ses branches d'activité connexes aux Jeux, elle offrira d'innombrables débouchés aux investissements étrangers. Les entreprises étrangères pourront entrer dans le jeu de diverses façons, dont la formation d'agences de voyage en participation, les investissements dans l'hôtellerie, l'exploitation des ressources touristiques et la vente de jeux et de souvenirs.

Les agences de voyages à capitaux étrangers sont maintenant autorisées à former des coentreprises avec des partenaires chinois. Toutefois, à mesure que l'industrie touristique chinoise prendra de l'expansion, ces agences seront en mesure d'acquiescer une participation majoritaire ou de créer des entreprises en propriété exclusive.

Ainsi, Beijing accueille favorablement les intérêts étrangers dans la construction de quelque 408 hôtels sur six ans et demi.

Incitatifs financiers

L'administration municipale de Beijing offre plusieurs incitatifs pour encourager l'investissement étranger dans les Jeux olympiques :

- fonds de compensation pour combler l'écart entre le prix contractuel et le prix fixé par le gouvernement;
- aide financière aux projets d'envergure, dont le rendement du capital investi sera faible à court terme;
- droits d'utilisation des terres affectées au développement et à la réalisation de projets à rendement élevé;
- droits de franchise d'une durée limitée permettant aux investisseurs d'exploiter des projets d'infrastructure en franchise pendant une période déterminée. Avec pareils incitatifs, il ne faut pas attendre pour faire ses jeux!

Lire la première partie de ce rapport dans le numéro du 15 mai de CanadExport.

Pour plus de renseignements, communiquer avec M. Cyril Elbers, adjoint commercial, ambassade du Canada à Beijing, tél. : (011-86-10) 6532-3536, poste 3886, téléc. : (011-86-10) 6532-4070, courriel : www.canada.org.cn/beijing ou Direction de la Chine et de la Mongolie, MAECI, tél. : (613) 996-0905, courriel : pccm@dfait-maeci.gc.ca

(On trouvera la version intégrale de cet article à www.infoexport.gc.ca/canadexport puis cliquer sur la rubrique « Pleins feux sur la Chine et Hong Kong ».)